Mercredi 29 novembre 1978 — No 982

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

La résistance des Roumains

LA semaine dernière s'est tenue à Moscou une réunion du Pacte de Varsovie, alliance militaire dans le cadre de laquelle la superpuissance soviétique oblige des pays de l'Est à fournir la chair à canon nécessaire à la poursuite de ses menées expansionnistes.

Lors de cette réunion, Brejnev a voulu contraindre Ceaucescu, chef d'État de la Roumanie, à augmenter comme les autres dirigeants présents les dépenses militaires pour le Pacte. Il leur a demandé aussi de s'engager à participer de façon plus active aux actions militaires que l'URSS multiplie dans le monde. Il s'agit bien sûr des agressions qu'elle commet à l'heure actuelle en Afrique, en Asie et qu'elle veut encore amplifier conformément à ses desseins hégémoniques. Il ne lui suffit plus de faire appel aux mercenaires cubains et à l'aide du Vietnam, elle veut exiger des pays de l'Est qu'ils fournissent également des troupes pour l'aider à mener sa politique d'agression. Le Front populaire de libération de l'Érythrée a d'ailleurs dénoncé la présence, parmi les agresseurs de l'Érythrée, de troupes du Pacte de Varsovie.

Malgré les pressions qu'il a subies, Ceaucescu a refusé de signer tout engagement de la sorte, de même qu'en 1968, il avait refusé de s'associer à l'agression contre la Tchécoslovaquie et avait au contraire fait mobiliser l'armée roumaine pour s'opposer à toute éventualité d'agression soviétique.

Dès son retour de Moscou à la fin de la semaine dernière, il a convoqué la direction de son parti pour lui exposer quelle avait été son attitude et l'a faite connaître également à toute une série de délégations populaires qui ont exprimé leur « adhésion totale ». Il a notamment fait savoir qu'il refusait de sacrifier l'amélioration des conditions de vie du peuple roumain à une augmentation des dépenses militaires dans le cadre du Pacte de Varsovie, s'opposant ainsi à la politique « des canons, pas de beurre » que l'URSS veut d'imposer aux pays de l'Est et à son peuple.

Le Comité politique exécutif du Parti communiste roumain a approuvé les positions prises par Ceaucescu et souligné en particulier, son attachement aux *« principes sacrés de l'indépendance et de la souveraineté nationale »*, chaque armée devant être *« subordonnée exclusivement à la direction du pays considéré »*.

Ces prises de position très fermes de Ceaucescu et de son parti témoignent une fois de plus de la détermination du peuple roumain et de ses dirigeants à s'opposer à la baguette du Kremlin.

Survenant après les entrevues de Ceaucescu avec le président Houa Kouo-feng, puis Tito, elles attestent que la lutte contre l'hégémonisme se développe.

Jean QUERCY

Quel Vietnam soutiennent-ils ?

LE bureau politique du PCF lance une campagne « nationale de soutien au Vietnam ». Lundi soir, sur Antenne 2, René Andrieu, le rédacteur en chef de *L'Humanité* empêche un débat sur les réfugiés vietnamiens. Mais le Vietnam d'aujourd'hui est-il toujours le même que celui dont nous avons soutenu la lutte héroïque ?

(*Voir article page 4.*)

Après trente ans d'une juste guerre contre l'impérialisme français, puis américain, le peuple vietnamien aspirait à reconstruire le pays et à améliorer ses conditions de vie. Au lieu de cela, les dirigeants actuels du Vietnam se sont faits les alliés de l'expansionnisme soviétique. Ils agressent le Kampuchea démocratique, petit pays pacifique qui défend son indépendance. Ils militarisent à outrance : « tout pour la guerre » est devenu leur mot d'ordre. (Ici une photo de l'armée vietnamienne aujourd'hui.)

Marche contre l'expropriation

Le 2 décembre les paysans du Larzac seront à Paris

QUE diriez-vous si après avoir trimé toute une vie sur la même terre pour gagner votre croûte, on vous disait : *« Allez, demain vous partez »* ? Déjà quand on est jeune et contraint à l'exode pour trouver du travail, quitter ses racines, son cadre familial, son mode de vie traumatisent. Alors quand on a des cheveux blancs et quand on est une femme, que reste-t-il à faire ? A se battre à côté de son mari, de ses fils, de ses voisins eux aussi menacés par le même danger ; et venir à Paris avec eux, donner aussi une conférence de presse pour que les moyens d'informations, même en ne glissant que quelques mots, alertent l'opinion. C'est ce qu'a fait Marie-Rose Guiraud au nom des femmes du Larzac et deux autres paysans du plateau menacés d'expulsion, hier après-midi au siège de la Ligue des droits de l'homme.

Derrière leurs paroles claires, assurées, parfois émouvantes se sentaient la chaleur et la détermination des travailleurs qui iront jusqu'au bout car ils sont dans leur droit, leur droit de conserver leur terre et de vivre de leur travail.

La justesse de leur lutte tout au long des 710 kilomètres de marche ne fait que s'ancrer encore plus profondément. L'accueil souvent émouvant de leurs hôtes ou parfois cette petite phrase : *« C'est pas vrai tout ce qu'on a pu nous faire croire sur vous, vous n'êtes ni des gauchistes ni des marginaux »*, qui servait d'au-revoir le matin chez certain paysans qui la veille ne leur avaient offert leur toit pour la nuit qu'un peu contraints, est bien la preuve que le lien profond qui réunit les travailleurs de la terre entre eux s'était réveillé et cela ne peut que renforcer leur conviction à continuer. La lutte non-violente qu'ils mènent depuis plus de huit ans, la popularité croissante de leur combat auprès des travailleurs des villes et des campagnes, leur rend encore plus incompréhensible le silence de Giscard qui n'a même pas daigné répondre à leur demande d'entrevue.

(Voir page 3)

40e congrès de la CGT

Les délégués revendiquent la démocratie

(Voir article page 3)

LE MONDE EN MARCHE

Les métallos ouest-allemands en grève pour les 35 heures

MARDI à 6 heures du matin doit commencer la grève de plusieurs dizaines de milliers de métallos en Rhénanie-Westphalie, à Brême et à Osnabrück, à l'appel du syndicat « IG-Metall ».

C'est la première fois depuis 1928 (depuis cinquante ans) que la direction du syndicat des métallos appelait à la grève et si elle l'a fait c'est qu'elle y a été poussée par une forte pression de la base. Un vote a eu lieu la semaine dernière pour ou contre la grève : 87 % des métallos ont voté pour et dans certaines grandes usines comme Mannesmann-Huckingen, , ils ont été jusqu'à 95 %.

La revendication principale : pour la semaine de 35 heures.

Un peu partout, les métallos ont déclenché des grèves d'avertissement ces deux dernières semaines. Dans la plupart des grands centres industriels, des meetings de masse ont eu lieu, et ils ont rassemblé en tout quelque cent mille métallos. Au meeting de Duisburg ont retenti des hymnes révolutionnaires comme « *Hardi, camarades !* » et « *l'Internationale* ».

Cette grève et son issue auront une grande importance pour toute la classe ouvrière allemande. Comme le note *Rote Fahne*, l'organe central du Parti communiste d'Allemagne (KPD), « *Une victoire dans la métallurgie signifierait le début de la fin de la semaine de 40 heures dans toutes les branches de l'industrie* ».

Grève générale largement suivie en Iran

LE mot d'ordre de grève générale a été largement suivi le week-end dernier en Iran. Des incidents se sont produits devant le siège de la Compagnie nationale des pétroles (NIOC) et près de l'université. Samedi, les ouvriers de la raffinerie de Téhéran ont occupé les locaux administratifs de la NIOC où s'est tenu un meeting. Ils réclament la levée de la loi martiale et la libération des ouvriers emprisonnés. En province, à Gorgan, l'armée est intervenue contre les manifestants, tuant neuf personnes et en blessant trente autres.

A la fin de cette semaine commence le mois des martyrs. Tout le monde s'attend à une nouvelle explosion populaire.

Les implications politiques du massacre de Guyana

Vers un nouveau Watergate ?

ALORS que le bilan du massacre de la Guyana se solde actuellement par 914 morts dont 200 enfants, l'affaire commence à prendre aux USA d'importantes résonnances politiques. Tous les témoignages des rescapés du carnage concordent pour décrire la secte comme un veritable camp de concentration où 1 200 personnes vivaient aux ordres d'un chef maniaque, tyrannique et débauché, le fameux Jim Jones. « *C'était un camp de prisonniers, nous travaillions comme des esclaves* » raconte un rescapé de vingt ans. Or, les autorités guyannaises ont révélé que c'est sur la demande expresse de personnalités américaines qu'elles avaient autorisé l'implantation de cette secte sur leur territoire et qu'elles n'y effectuaient pas de contrôle. Parmi ces personnalités, la propre femme de Carter et le vice-président américain, Mondale. D'autre part, le département américain de la justice avait rejeté plusieurs demandes d'enquête, émanant notamment du député Ryan, celui qui devait trouver la mort à l'aéroport de Guyana. Pendant cinq années, toutes les plaintes reçues par le FBI avaient été bloquées au niveau le plus haut. Plus d'une douzaine de rapports avaient pourtant été établis. A chaque fois, l'affaire avait été étouffée.

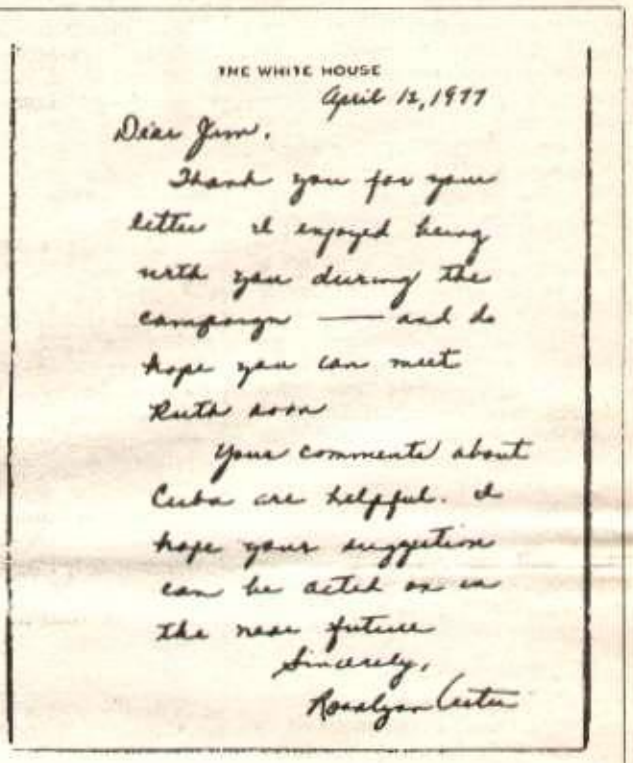
Le département de la justice tente aujourd'hui de se disculper en invoquant la liberté religieuse. Mais chacun sait maintenant que Jones bénéficiait de puissants appuis en haut lieu. Il s'était en effet montré, alors qu'il séjournait encore aux USA, un agent électoral particulièrement efficace pour le Parti démocrate, le parti de Carter.

Il avait en outre largement « arrosé » les hommes en place et même les grands journaux comme le *New-York Times*, l'exploitation des membres de sa secte lui apportant pour cela des revenus plus que confortables. A côté de son cadavre, on a retrouvé une valise bourrée de billets de banque, en tout, pour plus d'un milliard et demi de centimes.

Poignée de main entre Jim Jones et le maire de San Francisco, George Moscone.

Le maire de San-Francisco, Georges Moscone, a été assassiné lundi ainsi qu'un autre fonctionnaire de la mairie. Comment ne pas voir dans cette affaire un rapport avec la secte du Temple du peuple ? La police affirme le contraire. Le meurtrier serait Dan White, un ancien fonctionnaire municipal qui se serait vengé du maire pour n'avoir pas été réintégré. Curieux... quand on sait les rapports qu'avait le maire de San-Francisco avec Jones, le créateur de la secte.

En effet, Jones avait participé activement à la campagne électorale de Moscone en 1975. Les meetings électoraux rassemblaient une foule d'adeptes de la secte du Temple du peuple, convoqués par Jones pour ce « travail ». En remerciement de cette aide, Jones avait reçu en retour le poste de président des services du logement de la ville. Les faits sont troublants. Dans ce cas, qui aurait pu être à l'origine de cet assassinat ? Rien ne permet aujourd'hui de le dire et, peut-être, ne le saura-t-on jamais, la justice américaine sachant être discrète quand il le faut.



THE WHITE HOUSE

April 12, 1977

Dear Jim,

Thank you for your letter. I enjoyed being with you during the campaign — and do hope you can meet Ruth soon.

Your comments about Cuba are helpful. I hope your suggestion can be acted on in the near future.

Sincerely,

Rosalynn Carter

Une lettre manuscrite de la femme de Carter à Jim Jones, rendue publique par le gouvernement guyanais. On peut y lire : « *Cher Jim, merci pour votre lettre. J'ai eu beaucoup de plaisir à vous avoir à nos côtés pendant la campagne* (électorale), *et j'espère que vous pourrez bientôt rencontrer Ruth. Vos commentaires au sujet de Cuba nous ont été très précieux. J'espère que vos suggestions pourront être mises en pratique dans un avenir proche. Sincèrement, Rosalynn Carter.* »La Ruth en question n'est autre que Ruth Carter Stapleton, la propre sœur de Carter.

Floraison de dazibaos à Pékin

LES dazibaos dont la presse française nous donne des extraits ne sont pas sans poser des problèmes à de nombreux lecteurs. S'il est vrai qu'un débat démocratique est en cours en Chine, les récentes déclarations de Teng Siao-ping apportent un éclairage nouveau.

« Explosion » de dazibaos dans les rues de Pékin, des centaines de personnes, ouvriers pour la plupart, se pressent pour les lire, les critiquer, les approuver selon les cas : voilà une réalité qui ne colle pas très bien avec ce qu'on pouvait lire depuis deux ans dans la presse française.

Bien sûr, d'après ce qu'indiquent divers journaux, on voit un peu de tout dans ces dazibaos. Les uns expriment un point de vue réactionnaire contre Mao Tsé-toung et les dirigeants actuels du parti. D'autres combattent les premiers, affirmant que la pensée-maotsétoung est juste, mais que ce n'est pas en un dogme figé comme Lin Piao et la Bande des Quatre voulaient la transformer. Une manifestation s'est même déroulée dimanche, soutenant le président du Parti communiste, Houa Kouo feng ainsi que Teng Hsiao-ping.

Une chose est sûre : ce n'est pas à coup de décrets qu'on combat les idées réactionnaires, le temps où la Bande des quatre imposait son point de vue par la répression, est révolu.

Mais il ne faudrait pas croire que, parce qu'il y a expression d'idées justes et d'idées fausses, le Parti communiste ne jouerait pas son rôle de direction et laisserait les idées réactionnaires s'exprimer sans les combattre.

C'est ainsi que Teng Siao-ping a déclaré en substance à des journalistes japonais que la direction du parti est unifiée pour dire que les dazibaos qui s'en prennent à Mao Tsé-toung ne sont pas justifiés. Il a également déclaré que le comité central du parti répondrait aux journaux muraux et aux interrogations du peuple : « *Nous ne ferons jamais avec Mao ce que Krouchtchev a fait avec Staline* » a-t-il déclaré, si l'on en croit le quotidien allemand *Die Welt*.

A propos des dazibaos, attaquant Houa Kouo-feng, il aurait également remis les choses à leur place en affirmant que le président Houa n'avait pas été mêlé à la répression des manifestants de la place Tien An Men, répression organisée à l'époque par la Bande des Quatre et qu'il ne pouvait en porter aucune responsabilité.

Claude LIRIA

Le gouvernement rhodésien étend à 75% du pays la loi martiale

Manifestations contre l'enrolement obligatoire

LE gouvernement raciste rodhésien a été contraint pour la troisième fois en un mois et demi à accroitre la zone concernée par la loi martiale. En portant ce régime à 75 % du territoire, le gouvernement de Smith a été obligé de reconnaitre que les trois quarts du pays échappe au contrôle de ses forces militaires, ce que disait déjà depuis un certain temps le Front patriotique.

D'autre part, dans les villes, le gouvernement raciste se heurte à une opposition croissante de la jeunesse africaine dans son projet d'établir un service militaire obligatoire pour tous les jeunes noirs. Malgré les arrestations massives — 170 encore samedi dernier — les manifestations se multiplient à Salisbury et dans les autres grandes villes. Les barricades arborées lors de ces manifestations traduisent d'ailleurs bien l'état d'esprit de la jeunesse africaine face à cette menace d'enrôlement forcé : « *Nous ne nous battrons pas pour une minorité* », « *Nous ne sommes pas des traitres, nous ne combattrons pas nos frères* », « *Si vous n'êtes pas capables de vous battre vous-même, rendez-vous* ».

Jeunes manifestants noirs à Salisbury « Nous ne nous battrons par pour une minorité ».

C'est cette semaine que devrait normalement commencer la conscription des jeunes Africains. De nouvelles manifestations sont d'ores et déjà attendues.

CORSE

Avant la visite de Barre

Encore quatorze interpellations

EVENTUELLEMENT, on aurait pu se demander si la visite de Barre en Corse, les 11 et 12 décembre, n'allait pas être un prétexte pour les services de répression de lancer une nouvelle campagne d'intimidation contre les travailleurs et le peuple corses, comme lors de la visite de Giscard en juin dernier. Or, il y a eu quatorze interpellations le samedi 25 septembre, à Bastia, et une à Ajaccio — qui sont attribuées à la fameuse *« opération anti-FLNC »* — et six à Paris (des membres du Comité de soutien aux Corses emprisonnés*). Telle est la réponse, elle est éloquente !

Le pouvoir réactionnaire prépare le terrain avant l'arrivée du premier ministre et alors que Beullac, le ministre de l'Education, vient plastronner deux jours dans l'Ile (voir article sur la question).

La veille de ces interpellations, le Comité anti-répression (CAR) de la Corse déclarait, dans un communiqué : *« Les méthodes ne changent guère : on invoque de pseudo lettres anonymes ou de soi-disant déclarations de prisonniers pour "interpeller", "perquisitionner", y compris sans mandat et "garder à vue" plusieurs jours de jeunes travailleurs corses ».*

Le CAR indique également que : *« Le comité de soutien de Paris nous signale, en effet, qu'un de nos compatriotes, Marc Tirroloni, a été "interpellé", "gardé à vue" pendant trente-six heures, en début de semaine, et son domicile fouillé de fond en comble ».*

Toutes ces « interpellations » se font, comme d'habitude (!), selon la juridiction d'exception de la Cour de sûreté de l'Etat !

Ces faits démontrent une fois de plus l'importance de la lutte contre la répression qui a une dimension particulière en Corse. Renforçons la mobilisation pour soutenir les emprisonnés (leur écrire, motions dans les syndicats...) agissons pour exiger leur libération immédiate.

— *Dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat !*
— *Libération de tous les patriotes corses !*

* Note : adresse du comité : 14, rue de Nanteuil – 75015 Paris.

Marche contre l'éxpropriation

Le 2 décembre les paysans du Larzac seront à Paris

(Suite de la page 1)

Plus encore, la manifestation silencieuse, sans slogan, avec en tête, eux, leurs familles, témoignage vivant de ces morceaux de campagne que le capitalisme cherche à tuer par l'exode rural, manifestation qu'ils avaient prévue pour le 2 décembre dans Paris, est interdite par le préfet de police ! D'ailleurs les paysans du Larzac ont quelques connaissances dans la municipalité de Paris, tel ce De la Malène, qui maintenant depuis que Chirac, son patron, a dérapé sur le verglas, se retrouve de fait maire intérimaire et qui tout d'un coup lors de l'annonce de l'extension du camp a acheté 1 600 hectares à cheval sur la zone à exproprier. N'allez surtout pas croire qu'une telle personnalité ait fait cela pour spéculer sur le foncier...

L'interdiction n'arrêtera pas la marche des paysans aveyronnais qui appellent à un grand rassemblement le 2 décembre à 14 heures, jour de leur arrivée à Paris à la porte d'Orléans. Si l'interdiction de manifester à Paris est toujours maintenue, ce qu'ils feront alors, c'est eux et eux seuls qui en décideront. Mais il est absolument nécessaire que ce rassemblement se passe dans le calme. En effet, le pouvoir table sur les flottements provoqués par la crainte d'affrontement avec les flics pour dissuader les gens qui veulent venir de la province à Paris spécialement ce jour-là.

Assurer le service d'ordre de ce rassemblement qui s'annonce important et auquel appellent la CFDT, le PS, etc. n'est pas utopique.

Le porte-parole du comité Larzac au cours de la conférence de presse devait citer par exemple le déroulement sans incident de l'importante manifestation des grévistes de la Sonacotra dans Paris la semaine précédente.

Contribuons à faire entendre l'appel des paysans du Larzac.

R.B.

40e Congrès C.G.T

Les délégués revendiquent la démocratie

Les discussions au congrès tranchent avec les habituelles séances « très académiques » comme le fait remarquer un délégué.

LE lundi, la discussion générale a commencé au 40e congrès de la CGT, réuni à Grenoble. Elle doit se prolonger jusqu'au mercredi 29, après-midi. Après une journée de débats, on peut voir se dessiner quelques tendances. Il est d'ores et déjà certain que ce congrès tranche des habituelles séances « très académiques » comme l'a fait remarquer un délégué. On peut également noter que le niveau des interventions s'est très largement situé au-dessus des narrations anecdotiques, au niveau que laissait présager la tribune.

Pendant les travaux de ces deuxième et troisième séances du congrès, trente interventions se sont succédées et parmi elles, quatre secrétaires nationaux ont pris la parole. Parmi ces interventions, un courant bien applaudi, qui se félicite du débat, qui demande plus de démocratie, qui veut rompre les structures trop rigides et appelle à une tribune permanente.

Ainsi ce délégué de la fédération des mineurs de Lorraine qui critique le poids trop lourd de l'appareil : *« Si je répondais à toutes les convocations des organisations où je suis responsable, je serais deux jours sur trois en réunion. Où est le travail à la base ? (...) Tel camarade, contesté par la base, est propulsé à la presse centrale, tel autre disparait de son union départementale : on n'en a pas discuté... »*

Deux coups de théâtre ont marqué cette première journée. D'abord, l'intervention de Duhamel, secrétaire CGT et responsable des questions internationales, ramenant à une position beaucoup plus nuancée les rapports CGT-FSM : *« On a grossi notre point de vue. Notre point de vue était seulement de poser quelques questions pour des améliorations, comme nous faisons aujourd'hui pour la CGT... »*. Suivie de l'intervention du président de la FSM, intervention très floue, mais d'où il ressort que des problèmes dans la CGT seraient seulement dûs à la coexistence de syndicats d'origine très diverses, pays « socialistes », pays capitalistes et en voie de développement...

Ainsi, les délégués qui pourraient demander la sortie de la CGT de la FSM (Fédération syndicale mondiale), dominée par l'URSS, se voient déjà la réponse faite.

Le deuxième coup de théâtre fut l'intervention d'un délégué du SNADJI, critiquant le manque de démocratie dans la préparation du congrès et qui a ouvert la séance de l'après-midi. Cette intervention, habilement intercalée dans la liste établie le matin, a été suivie de celle de Frischmann, secrétaire confédéral, qui représente visiblement la tendance la plus opposée au débat : *« Au début, en voyant la tribune, nous avons eu peur.. Mais l'essentiel, c'est que c'est un débat fraternel... Et comme nous ne sommes pas un club de discussion, il y aura le moment où l'action va remplacer la discussion ».*

En ce qui concerne l'unité syndicale, deux tendances se dessinent aussi. L'une ne l'envisage que lorsque la CGT est majoritaire, comme le délégué de Sommer qui disait : *« Quand la CGT est majoritaire, elle peut faire l'unité (...) » !* L'autre, dont il semble qu'elle soit plus importante, se montre soucieuse de rechercher en permanence l'unité.

Dès le lundi matin, la question de l'Europe était posée par Germon, secrétaire CGT et membre du PS, qui se prononçait pour l'entrée du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce dans le Marché commun. Il a principalement mis en avant la position favorable des syndicats de ces pays et l'appui des démocraties européennes anciennes à ces jeunes démocraties encore fragiles qui sortent du fascisme.

La journée s'est terminée par la réponse de Joannes Galland, autre secrétaire confédéral, s'opposant totalement à la construction européenne avec le raisonnement suivant : *« Quelle Europe veulent faire les patrons ? Celle du capital ou celle des travailleurs ? ».*

L'Union européenne qui se construit est, bien sûr, une Europe capitaliste puisque ce sont les patrons qui sont au pouvoir dans les différents pays d'Europe. Mais elle n'en constitue pas moins un obstacle aux entreprises hégémoniques des superpuissances et, notamment, de l'URSS. C'est cette question que Galland a éludée.

Voilà donc quelques éléments de cette discussion générale qui va durer deux jours encore et dont il semble bien qu'elle va refléter la réalité du congrès sinon celle de tout débat.

Claire MASSON

Au Jour le Jour par Silvestre

Avec le Parti

5e session du Comité central du PCML

La 5e session ordinaire du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste s'est réunie à Rennes, les 25 et 26 novembre 1978.

A son ordre du jour, outre les questions diverses, figuraient d'abord l'étude d'un rapport destiné à la discussion de tout le Parti pour préparer la Conférence nationale sur le Front uni.

Puis un autre rapport a été discuté pour élaborer la ligne du Parti concernant la question de l'élargissement du Marché commun ouest-européen et les élections au Parlement européen.

Une déclaration du Parti communiste marxiste-léniniste sur l'Europe a été votée à l'unanimité à l'issue de cette discussion approfondie. Cette déclaration publique sera présentée dans notre édition de demain datée du jeudi 30 novembre 1978.

IMMIGRES

Stoléru va poursuivre la même politique d'expulsions

ALORS que le Conseil d'État vient de déclarer illégales les principales mesures prises par le pouvoir depuis 1974 contre les immigrés, Stoléru a répondu que le Conseil d'État ne faisait pas la politique du gouvernement. Il ajoutait qu'il trouverait d'autres moyens pour poursuivre la même politique de refoulement.

On voit donc que le pouvoir, par sa bouche, se moque bien de sa propre légalité. On voit bien que le dialogue qu'il prétend vouloir instaurer entre Français et immigrés n'est que du vent. D'ailleurs, tout au long de cette semaine du « dialogue », Stoléru n'a pas cessé de justifier, de défendre la politique de refoulement.

Ainsi donc, Stoléru va continuer à appliquer les mesures qui portent son nom, de plus, il s'apprête, en total accord avec le patronat, à refuser le renouvellement des cartes de séjour à plusieurs centaines de milliers de travailleurs immigrés durant les prochaines années (le patronat demande le refoulement d' un million d'immigrés d'ici 1985.). Voilà sans ambiguité comment Stoléru conçoit le dialogue avec les travailleurs immigrés.

A PROPOS D'UNE PLATE-FORME COMMMUNE

La semaine dernière, on apprenait que dix-sept organisations avaient adopté une plate-forme commune pour les droits des immigrés. Parmi elles, citons le PCF, le PS, le PSU, la CGT, la CFDT, le Syndicat de la Magistrature, etc.

Une première constatation est que cette plate-forme qui, à propos du logement des immigrés, demande « *l'ouverture de négociations globales* », la reconnaissance du statut de locataires et l'élection de comité de résidents, oublie totalement la lutte de 30 000 résidents des foyers Sonacotra, qui ont élu dans plus de 130 foyers (une broutille !) leur comité de résidents ainsi qu'un Comité de coordination. Si, dans notre pays, les immigrés obtiennent un statut de locataires et le droit d'élire des comités de résidents c'est avant tout la lutte des résidents de la Sonacotra qui les aura imposés. Cet oubli n'est pas innocent pour certaines organisations.

D'autre part, la plate-forme demande la « *délivrance d'une carte d'identité unique « travailleur-séjour » valable 10 ans* ». Une telle revendication est certes bien plus favorable aux immigrés que leur actuelle situation qui réserve à une minorité le privilège d'une carte de séjour de 10 ans.

Il est à noter que le PCF a défendu jusqu'à présent un statut pour les immigrés semblable à celui qui est le leur dans la réalité et que donc ses propositions étaient voisines de celles du pouvoir à des nuances près. C'est là un recul pour lui.

Sur le principe, l'existence d'une carte de séjour ou de travail, quelle que soit sa durée de validité, est une mesure discriminatoire sur le plan des droits, même si dix ans valent mieux qu'un an et trois ans comme c'est le cas actuellement pour beaucoup d'immigrés. La seule revendication conforme à l'égalité des droits entre Français et immigrés est la libre circulation des immigrés sans limitation de durée, sans carte de séjour ou de travail. Celles-ci n'existent que pour limiter leur séjour en France et permettre leur expulsion.

Campagne du PCF sur le Vietnam

Le camouflage de la réalité

LES dirigeants du PCF mènent à grand renfort de colonnes dans l'*Humanité*, leur campagne pour soutenir le Vietnam. En quoi consiste cette campagne ?

Pour les dirigeants du PCF, il s'agit de réfuter les arguments de ceux qui mettent en cause la responsabilité des dirigeants de Hanoi dans les graves difficultés que connait le peuple.

En effet, la presse du PCF entend que les responsabilités, tout à fait réelles, des impérialistes (Français puis Américains) qui imposèrent au peuple vietnamien trente années d'agression, demeurent exclusives — aggravées toutefois par des catastrophes naturelles qui se sont abattues sur le Sud du Vietnam. Et de suggérer l'image de dirigeants entièrement préoccupés par la réparation des dommages créés par la nature et par la guerre.

Quant à la politique suivie par les dirigeants vietnamiens, *l'Humanité* se fait singulièrement discrète sur ce sujet.

Et pourtant, ses orientations sont claires : militarisation à l'intérieur, agression à l'extérieur et alignement sur Moscou.

La militarisation dans les villes du Vietnam : « tout pour la production » qui ornait de grands panneaux muraux a été remplacée ces derniers temps par : « tout pour la défense nationale ».

Des entreprises industrielles ont été transformées en usines d'armement en même temps que tous les jeunes du Sud sans emploi sont victimes de l'enrôlement « volontaire » pour poursuivre la guerre aux frontières.

Premier visé par l'agression, le Kampuchea démocratique qui refuse d'aliéner son indépendance aux rêves d'expansion des dirigeants vietnamiens. Ces derniers recourent à tous les moyens violents et subversifs pour parvenir à leur fin d'annexion.

Depuis les armes chimiques telles les bombes à gaz mortels utilisées au début du mois de novembre contre la population du Kampuchea jusqu'aux exhortations frénétiques à renverser le gouvernement siégeant à Phnom Penh.

Quant à l'alignement sur Moscou, il suffit de rappeler l'adhésion au Comecon et le pacte militaire soviéto-vietnamien qui stipule qu' « *au cas où l'une des parties ferait l'objet d'une attaque* » des consultations bilatérales seraient « *immédiatement engagées pour éliminer ce danger* » (quand on sait que les Vietnamiens n'hésitèrent pas à se présenter comme les victimes d'une agression venant du Kampuchea...)

Significative aussi de leur politique cette déclaration de *Radio-Hanoï* à l'occasion du 10e anniversaire de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie affirmant que ces dix dernières années avaient été « *une période splendide dans l'histoire de la construction socialiste de la Tchécoslovaquie* ». Le franc cynisme que voilà !

Pour compléter le sombre tableau, les anciennes bases américaines sur le sol vietnamien sont aujourd'hui utilisées par les Soviétiques pour stocker des missiles pointés sur la Chine tandis que plusieurs milliers de conseillers soviétiques (1 000 supplémentaires sont arrivés cet été au Vietnam) s'insinuent dans tous les domaines de l'activité, dans l'armée bien sûr, mais également dans l'administration et les points clés de l'économie.

Voilà comment sont aujourd'hui trahis les objectifs de paix, d'indépendance et de prospérité pour lesquels le peuple du Vietnam a sacrifié tant de martyrs.

Voilà des faits qui sont de nature à faire réfléchir ceux pour qui le Vietnam garde encore le prestige anti-impérialiste qu'il avait autrefois.

Ces faits, il faut les faire connaitre, puisque l'actuelle campagne menée par la direction du PCF vise à les camoufler.

Ce ne sont pas des sentiments anti-impérialistes qui animent les promoteurs de la campagne mais la volonté délibérée de masquer que le Vietnam est devenu un auxiliaire de la politique d'hégémonie soviétique dans le Sud-Est asiatique.

Une campagne pour laquelle Roland Leroy a dû recevoir des félicitations quand il a rencontré, à la fin de la semaine dernière B. Ponomarev, au cours de son voyage à Moscou.

Claude BUISSON

Février-mars 1978 : des militaires vietnamiens en route pour l'agression du Kampuchea

TELEVISION

Andrieu sabote un débat sur le Vietnam

Un débat était organisé, lundi soir, sur *Antenne 2*, suite à la projection d'un reportage sur le Vietnam. A ce débat, le docteur Kouchner, organisateur du *« Bateau pour le Vietnam »*, une exilée vietnamienne, André Glucksmann, un démocrate bourgeois, et René Andrieu, le rédacteur en chef de *L'Huma*- chef de *l'Humanité*.

Alors que Kouchner venait d'expliquer les raisons de son opération, René Andrieu prenait la parole et commençait à lancer des anathèmes disant, avec un cynisme écœurant, qu'il « tolérait » la présence de la réfugiée et qu'il lui « *souhaitait beaucoup de bonheur dans son exil* ».

Puis, soudain, à une réflexion minime de Glucksmann, Andrieu commençait un scandale, insultant tout le monde, exigeant des excuses et, finalement, prenant ce prétexte pour partir, non sans avoir mobilisé le micro pendant la moitié de l'émission.

Quand on sait que des questions embarrassantes allaient être posées à Andrieu, et que même l'ambassadeur du Vietnam, invité, n'avait pas osé se déplacer, on comprend qu'Andrieu ait tout fait pour saboter le débat.

De nombreux téléspectateurs ont téléphoné après l'émission pour protester contre l'attitude malhonnête, de manière flagrante, d'Andrieu.

La visite du président libanais en France

LE président Elias Sarkis est arrivé hier à Paris en compagnie du président du Conseil, du ministre des Affaires étrangères et de la Défense. Les conversations avec les autorités françaises ont porté sur la situation au Liban à l'heure actuelle, sur le rôle que peut jouer la France et sur le traité de paix israélien.

Le président libanais a déclaré, avant de partir, qu'il pensait que la France, qui est intervenue plus d'une fois dans l'histoire du Liban, pourrait apporter une aide pour prévenir une nouvelle explosion au Liban. Ue aide politique tout d'abord, en intervenant auprès de la Syrie pour que celle-ci ne renouvelle pas le mandat de la Force arabe de dissuasion (FAD) en mars prochain, cédant la place à l'armée libanaise elle-même. Une aide militaire ensuite en participant à la reconstruction de l'armée libanaise, notamment en livrant du matériel lourd.

Ces diverses mesures permettraient, selon le président Sarkis, de redonner au gouvernement libanais l'autorité nécessaire sur le pays. Comptant avant tout sur l'appui des pays arabes, il estime que l'apport des pays tels que la France peut être un atout pour aboutir dans cette entreprise.

L'HUMANITE ROUGE HEBDOMADAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

AVEC LES OUVRIERS DE STEIN

Lutter contre le trust Alsthom-Atlantique

Reportage du bureau de presse du Nord

STEIN à Roubaix, une usine du trust Alsthom Atlantique ; une classe ouvrière de choc qui a fait grève deux mois juste avant les élections pour 2 400 F, le 13e mois et les 40 H. Après l'échec de la grève, après mars 1978, que pensent les ouvriers ? Comment lutter contre un trust ? Quelles leçons tirer de la grève et des élections ?

LUTTER CONTRE LE TRUST ALSTHOM-ATLANTIQUE

– Q : Explique-nous comment le patron s'y est pris pour « reprendre l'usine en main » après la grève ?

R : A vrai dire, il n'a pas dû faire grand chose. Il y a eu répression contre des délégués, des menaces contre les travailleurs immigrés accusés d'être « les principaux fauteurs de grève », mais pour l'essentiel, il a profité de la situation de l'après-mars.

Après deux mois de grève, on a repris avec presque rien. C'était un peu avant le premier tour, les gens, les gars, sans trop y croire, ont reporté leurs espoirs au niveau des élections. Ce qu'on avait pas eu par la lutte, on l'aurait peut-être par les élections. Pour la majorité des ouvriers, ils n'en sont pas à remettre en cause le capitalisme à fond, ce qu'ils veulent, c'est vendre leurs peaux le plus cher possible aux patrons. La victoire de la gauche, pour eux, c'était d'abord un moyen d'avoir des améliorations immédiates. Après mars, beaucoup d'illusions sont tombées. Cela s'est traduit par un certain pessimisme. Les gars ont vu clairement qu'il n'y avait pas eu en France de perspectives politiques. D'un côté, ça écœure, d'un autre, ça clarifie les idées.

Parmi les grévistes actifs, certains se disent qu'ils ont perdu deux mois de salaire pour rien. Il y a de la rancœur vis-à-vis des non-grévistes, ils disent : *« Je ne bouge plus pour les autres, je ne ferai grève que si tout le monde y va »*.

D'autres disent même : *« Plus ils en baveront avec Barre, mieux c'est, à la fin ils seront forcés de réagir »*. Dans ces réactions, il n'y a pas que du noir, ça traduit d'une certaine manière la volonté d'en finir avec le plan Barre.

LES PATRONS ENCOURAGENT LA COLLABORATION DE CLASSE

– Q : Le patron dit aux délégués syndicaux : *« J'espère que de telles grèves ne se reproduiront plus et qu'on pourra régler les problèmes autrement »*. Il dit aussi : *« Regardez ailleurs, c'est le chômage, ici, on travaille, alors estimez-vous heureux »*. Il dit encore : *« Pour maintenir l'activité, il faut être compétitif, c'est dans votre intérêt »*. Il y a là un appel du pied au syndicat. Y-a-t-il un danger de ce côté ?

R : *« Patrons, ouvriers, tous unis contre la concurrence étrangère ! »*, il faut battre en brèche de telles idées au niveau des sections syndicales. A leur logique, il faut opposer la nôtre : *« Vos magouilles, c'est votre affaire, nous on veut être payer au juste prix »*.

– Q : Comprendre comment marche le trust peut aider à combattre de tels arguments. Un temps, Suez a développé la navale et en ce temps, on disait : *« Travaillez dur, c'est pour battre la concurrence japonaise, c'est votre intérêt »*. Le jour où ça ne marche plus, Suez licencie aux chantiers, placent ses capitaux dans le nucléaire et, là, recommence sa rengaine. Dans l'histoire, Suez s'y retrouve toujours, les ouvriers font les frais chacun leur tour. Quand ils disent : *« On ne peut plus payer »*, en fait cela veut dire *« on préfère placer nos capitaux ailleurs »*.

IL FAUT COORDONNER L'ACTION AU NIVEAU DU TRUST

– Q : Y-a-t-il des mesures prises dans les syndicats pour mener la lutte au niveau du trust ?

R : La coordination au niveau du trust est nécessaire. D'ailleurs, le patron tient tellement à cacher les objectifs du trust qu'il refuse même de donner l'organigramme du groupe aux délégués. Notre isolement face au trust est une des causes de notre échec. Comment gagner, seuls, alors que les patrons des métaux, eux, sont organisés ? Mais pour la solidarité avec ceux de la navale, pour définir une tactique syndicale, très peu a été fait. Les travailleurs ont difficilement conscience que, derrière le patron de Stein, il y a tout un trust. Par ailleurs, les syndicats ont de grosses insuffisances.

– Q : Barre appelle « nantis » ceux qui osent alors revendiquer alors qu'ils ont du travail et des salaires moins bas que dans le textile, par exemple. Que réponds-tu à cela ?

R : Si être « nantis », c'est réussir à cinq ou dix jours près à boucler la fin du mois, alors, oui, nous sommes des « nantis ». A Stein, il faut voir le nombre de travailleurs qui vont demander des avances chaque mois.

– Q : *« Je suis obligé d'appliquer le plan Barre »* dit le patron. Comment cela se traduit-il ?

R : Le plan Barre frappe tous les ouvriers. Ici, comme ailleurs, les patrons rentabilisent. Chez nous, il n'y pas de chômage, on est épargnés temporairement. Mais ça prend d'autres formes, la rentabilité, c'est le refus de satisfaire des revendications justes, c'est aussi la déqualification. En travaillant pour le nucléaire, la technicité du travail augmente et plus elle augmente, plus les qualifications actuelles perdent de leur valeur. Les travailleurs immigrés sont particulièrement touchés par ce problème. Dans notre secteur, un ouvrier doit savoir lire et comprendre un plan. Si les immigrés n'ont pas accès à la formation professionnelle, ils seront de plus en plus déqualifiés.

ON A RAISON DE LUTTER

En luttant pour les 2 400 F par mois, le 13e mois et les 40 h, la formation professionnelle, nous nous battrons pour toute la classe ouvrière contre le plan Barre, mais aussi, nous préparons l'avenir par des luttes offensives.

(A suivre)

L'Alsthom-Atlantique

L'Alsthom-Atlantique regroupe 27 400 travailleurs avec notamment :
- Les chantiers de l'Atlantique : 10 900 travailleurs ;
- Neyrpic BMD (contrôlé à 50 %) avec 2 500 travailleurs ;
- Rateau à la Courneuve avec 1 600 travailleurs ;
- L'Alsthom Savoisienne à Aix et à St Ouen avec 2 400 personnes ;
- Delle-Alsthom avec 4 200 personnes ;
- Unelec avec 3 700 personnes ;
- Stein à Roubaix et Lys-les-Lannoy avec 1 900 personnes.

Suez, Valf, avec les capitaux...

L'Alsthom est né le premier septembre 1976 d'une fusion entre les chantiers de l'Atlantique (constructions navales), contrôlé par le groupe Suez et l'Alsthom (gros équipements électriques, centrales nucléaires), filiales du groupe CGE. Quand on sait que l'allié numéro 1 de la GCE est le groupe Suez, on comprend que tout ce remue-ménage se fait en famille. Cette fusion permet de transférer des capitaux du secteur naval en crise, vers un secteur plus rentable aujourd'hui : le nucléaire.

... et avec les travailleurs

Dans le nucléaire, la lutte est chaude entre le groupe CGE Suez et le groupe Creusot-Loire-Empain-Schneider qui a raflé les plus grosses commandes de l'EDF. La fusion permet, sur le dos de ceux de la navale d'améliorer la situation de Suez dans ce secteur : pendant qu'on licencie à la navale, l'Alsthom prend des participations à la Novatom (15 %) constructions liées aux surrégénérateurs et la Framatome (35 %, constructions de centrales nucléaires).

Stein quel avenir ?

A Stein, on fabrique des chaudières, des centrales industrielles mais aussi du gros matériel pour le nucléaire (tuyauteries). Le patron déclare (compte-rendu du comité central d'entreprise de juin 1978) que cette année, l'EDF a passé beaucoup de commandes : *« Je n'ai pas d'inquiétudes notoires d'ici deux ans »*. Mais il dit aussi que le marché nucléaire n'est pas infini et qu'à l'exportation la concurrence internationale est saignante : *« Ce phénomène de commandes n'est pas un phénomène qui va durer (...) Il faut être lucide et se préparer à cette malheureuse conjoncture »*. Que signifient ces paroles mystérieuses ? Aujourd'hui, les constructions navales font les frais des spéculations du groupe Suez, demain à qui le tour ?

« La coordination au niveau du trust est nécessaire. Notre isolement face au trust est une des causes de notre échec ». *Ici, une usine du trust Alsthom-Atlantique, Rateau à la Courneuve*

11e congrès du Syndicat de la magistrature

Des orientations nouvelles

LE Syndicat de la Magistrature a tenu son 11e congrès le week-end dernier. Le bureau sortant a fait le bilan de son action contre la politique de plus en plus répressive du pouvoir, contre le contrôle de plus en plus étroit de la justice.

Le rapport d'activité rappelle les principales atteintes aux libertés durant ces derniers mois. Dans le domaine de la presse, la concentration des quotidiens dans les mains de Hersant, constitue une menace pour la liberté de l'information.

Cette concentration s'est faite en violation de l'ordonnance du 26 août 1944 et pourtant le pouvoir n'a engagé aucune poursuite contre Hersant. Le rapport rappelant certaines mesures de mise au pas de la presse, il rappelle la fouille illégale des véhicules, les opérations coups de poings, le fichage systématique des jeunes et des étrangers, l'extension de la garde à vue, l'attribution aux commandants de CRS de pouvoirs de police judiciaire. Le rapport dénonce la dégradation du système des prisons et le fait que le pouvoir liquide les « réformes libérales » mises en place depuis 20 ans. A propos des immigrés, le bureau écrit *« la réglementation ne paraît avoir été créée et n'est utilisée que comme un moyen de gestion d'un type de population, en fonction des besoins économiques du moment et sans considération pour ses droits les plus élémentaires »*. Le rapport dénonce la convention européenne antiterroriste qui ne vise qu'à supprimer le droit d'asile et l'espace judiciaire européen. Il rappelle toutes les affaires ayant eu lieu ces derniers mois et l'action du Syndicat de la Magistrature.

CONTRE LA FONCTIONNARISATION DES JUGES

Autre préoccupation de ce congrès : le statut du magistrat. De plus en plus, le pouvoir considère les juges non pas comme des magistrats ayant à juger selon « leur intime conviction » mais comme des personnages exécutant des décisions prises plus haut. Un certain nombre de mesures ont été prises allant dans le sens de la fonctionnarisation du Parquet (ensemble des magistrats chargés de demander l'application de la loi). De plus, les sanctions, les poursuites disciplinaires, les blocages des mutations et de l'avancement à l'encontre des juges qui n'ont pas l'échine souple va dans ce sens, de même que le recrutement « latéral » ou au tour extérieur *qui permet au pouvoir de sélectionner idéologiquement des postulants magistrats.

FAIRE RESPECTER LES LOIS DÉMOCRATIQUES

Le congrès a repris un certain nombre de points d'autocritique du bureau sortant. Jusqu'à présent, le Syndicat avait axé son action sur la dénonciation du caractère de classe de la justice et sur celle de certains « Mythes » : mythes de l'indépendace de la justice, de l'égalité de tous devant la loi... Ceci était nécessaire mais n'est plus suffisant aujourd'hui. Une telle orientation a certes permis de provoquer dans la magistrature une prise de conscience de la nature de la justice, mais elle a écarté certains juges du syndicat. D'autres orientations ont été prises comme la défense de certaines revendications professionnelles. De plus, le congrès a estimé qu'il ne fallait plus se contenter de dénoncer la nature de classe des lois. Alors que le pouvoir exige de plus en plus des juges qu'ils bafouent les lois démocratiques et qu'ils se mettent au service de l'ordre, le congrès a estimé que le Syndicat devait mener la lutte pour le respect de la loi par... le pouvoir.

Enfin, le bureau sortant fait sa propre critique sur le fait qu'il ne mobilisait pas ses adhérents se contentant de prises de positions de la direction et d'actions de sommet. Ce sont là quelques points essentiels d'un rapport qui a été débattu durant trois jours par le congrès.

Henri MAZEREAU.

** Recrutement en dehors des filières normales.*

Les feuilles d'automne «78»

CETTE année les Bayonnais ont fété l'arrivée de l'automne d'une façon bien particulière. En effet, ils se sont élevés contre la chute des feuilles... d'impôts locaux !

C'est avec une augmentation de 30, 40 et même 60 % que nous avons reçu cette année à Bayonne la taxe d'habitation. C'est surtout dans les quartiers ouvriers que les feuilles ont fait leur entrée. Cette taxe ne tient pas compte, dans ses calculs inextricables, des revenus des familles. Voici deux exemples de sommes exorbitantes réclamées cette anneé :

— Un couple 50/53 ans occupant un F4 avec une personne à charge, un revenu mensuel de 2 200 F paiera 970 F d'impôts.

— Une femme vivant avec sa fille dans un F3 avec un revenu de 1 700 F par mois se voit imputer 760 F d'impôts locaux.

Si à cela on ajoute 600 à 650 F de loyer et charges, que reste-t-il pour boucler la fin du mois ? Un joyeux Noël en perspective !

ON NOUS PRESSE COMME DES CITRONS

Les locataires de la ZUP scandalisés, se sont constitués en comité, regroupant aussi les habitants de tous les quartiers populaires de la ville. Lors de la première réunion du vendredi 3 novembre, ils exprimèrent leur colère devant les impôts : « Ils nous prennent pour des arbres à sous ! Ils ne se rendent pas compte qu'avec les salaires de misère que nous avons, nous ne pouvons pas faire face à des telles sommes ! ».

Quelqu'un expliqua alors le système de calcul de l'impôt : les locataires explosèrent de colère devant l'arbitraire avec lequel les barèmes étaient établis. En plus, cette année parait-il, les feuilles sont jonchées d'erreurs, erreurs imputées à l'ordinateur qui cette année remplace l'homme ! Toujours est-il que de nombreuse familles frappées par l'erreur ont déjà déboursé soit parce qu'elle n'osaient pas réclamer, soit parce que mal informées, elles étaient dans l'impossibilité de le faire.

Les locataires du comité lors d'une action

Très tôt dans la soirée, un axe de lutte commença à s'ébaucher en vue des actions à mener auprès de la municipalité. On parla déjà l'occupation de la mairie ! Une pétition fut rédigée en commun demandant entre autres :

— La baisse des impôts locaux, le refus de toute augmentation de plus de 10 % ;

— L'exonération des chômeurs et des bas salaires ;

— La révision pour 1979 des coéfficients et des barèmes.

« On nous presse comme des citrons, disait l'un d'entre nous, *et la dernière goutte vient de tomber »*.

MEPRIS ET CHANT DU COQ

Deux jours plus tard, le maire, par la presse locale, justifiait l'augmentation par un torrent de chiffres et de pourcentages ! Il se déclarait prêt à aider, cas par cas, toute famille qui désirerait une révision de sa feuille d'impôt. Les locataires non convaincus par les chiffres avancés et se sentant menacés de division prirent à l'unanimité au cours de la seconde réunion du vendredi 10, une décision : *« On fera irruption en masse pendant la prochaine séance du conseil municipal ! Le maire sera obligé de nous écouter ! »*

Mercredi 15, nous étions nombreux à l'appel du comité. Après une courte prise de parole dans le hall de la mairie, la colonne des mécontents gagna la salle du conseil.

Le peu de place réservée aux administrés fut rapidement comblée. C'est après le traditionnel tour de table et sans perturber nullement la réunion du conseil, que nous sommes intervenus demandant au maire de bien vouloir nous écouter. Celui-ci refusa catégoriquement, avec ce mépris des gens qui lui est propre : *« Ma secrétaire est là*, dit-il en haussant le ton, *voyez avec elle pour un rendez-vous »*.

« Non ! répliquent les locataires, *on est venu pour se faire entendre maintenant ! »*.

Pour toute réponse le maire et ses conseillers tentèrent de se frayer un passage en force. *« Fermez les portes »* cria l'un d'entre nous. Aussitôt les entrées de la grande salle furent bloquées. Le commissaire de police intervint : *« Laissez passer, ce que vous faites est une séquestration »*.

« Non ! on ne cédera pas, on est venu pour se faire entendre ! »

Profitant d'un moment de confusion, les conseillers se frayèrent un passage à coups de pied. Le maire put s'enfuir. C'est à ce moment qu'un conseiller s'adressant à une locataire espagnole qui parlait dans sa langue maternelle, lui lança : *« Madame, on est en France ici ! »* Voilà le coq devait chanter ! Aussitôt la salle s'enflamma et une pluie d'adjectifs s'abattit sur le personnage : *« Raciste, fasciste, xénophobe ! »*.

Les esprits se calmèrent. Certains ruminaient leur échecs, mais est-ce vraiment un échec ? Certainement pas ! Ce n'est qu'un premier pas qui a montré, entre autres, l'unité et la détermination des locataires face à l'arbitraire de l'administration.

Une entrevue a été demandée par lettre le lendemain. Une manifestation à été convoquée pour soutenir la délégation des locataires qui doit se confronter au maire le 28 de ce mois. En attendant, la lutte continue !

Correspondant Bayonne

Culturel

THEATRE

«Le Cercle de craie caucasien» de Brecht

BRETCHT a écrit cette pièce pendant les années 1944-1945. Il est en exil depuis 1933 du fait des persécutions nazies. Après Vienne (en Autriche), Paris, le Danemark, la Finlande, il se trouve aux Etats-Unis en cette période de chute du nazisme.

LE SUJET, c'est le litige entre deux femmes (la mère naturelle et la mère nourricière) et la décision juridique qui s'en suit.

Brecht a emprunté le sujet à une pièce chinoise *Le cercle de craie.* C'est une très ancienne légende qui est racontée par les membres d'un village kolkhosien, dans la région du Caucase (en URSS), alors en lutte contre l'envahisseur nazi. Ils la racontent à ceux d'un autre kolkhose pour éclairer le débat qu'ils ont entre eux sur l'attribution d'une vallée.

La fable se dévoile comme un récit véritable qui manifeste simplement une espèce particulière de sagesse.

C'est une grande fresque, avec près d'une centaine de personnages, dont deux principaux : Groucha, une simple fille de cuisine, et Azdak, le juge.

LA FABLE

Le grand duc de Géorgie et ses princes mènent la guerre contre le roi de Perse. Les princes complotent contre le grand duc, tuent ses gouverneurs et tentent de prendre sa place. Mais le grand duc s'échappe, s'allie au roi de Perse pour reprendre le pouvoir en Géorgie et combat le peuple soulevé.

Le gouverneur, Georgi Abashwili, a été décapité. Sa femme abandonne son enfant qui est le fils héritier et fuit. L'enfant est recueilli par une fille de cuisine, Groucha. Les soldats sont à la recherche de l'enfant.

Groucha, pour échapper à ses poursuivants, entreprend une longue marche périlleuse dans les montagnes du nord. Elle se transforme lentement, à travers et par les sacrifices qui manquent de lui coûter la vie. Elle a fait sien l'enfant et, finalement, après toutes les pertes encourues ou subies, elle craint, comme la perte suprême, celle de l'enfant lui-même.

Le grand duc a maté la révolte après deux ans de guerre civile. La femme du gouverneur Abashwili réclame son fils.

Le juge du tribunal est un pauvre écrivain de village, Azdak, mis en place pendant la guerre civile. L'enfant aura-t-il la vie luxueuse de sa mère naturelle ou continuera-t-il à partager la vie du peuple ? Le juge Azdak place l'enfant au centre d'un cercle de craie, les deux femmes de part et d'autre. Il donnera l'enfant à celle qui parviendra à le tirer hors du cercle. La femme du gouverneur l'emporte. Groucha n'a pas tiré : *« Je l'ai élevé, vous voulez que je le déchire. Je ne peux pas »*. C'est alors à Groucha qu'Azdak attribue l'enfant.

LA REPRÉSENTATION

Le spectacle est présenté par l'Atelier théâtral de Louvain-la-Neuve (Belgique)*. Il cherche à nouer des liens étroits avec ses spectateurs et à recevoir de leur part une précieuse collaboration. Ce n'est donc pas la bonne volonté qui manque. Toutefois leur représentation manque de force, dans le sens où ils ne donnent pas à la pièce toute sa dimension. On peut, notamment, regretter la précipitation dans la diction de la majorité des acteurs (ou actrices), ce qui, au lieu d'animer la représentation, la rend difficile à suivre, excepté Groucha. Faiblesse aussi dans l'interprétation des chœurs chantés.

Quant à la mise en scène de Bruno Besson, qui en est à sa 39e création (dont plusieurs pièces de Brecht), elle ne peut pallier aux insuffisances dans l'interprétation. Malgré ces réserves, c'est tout de même un spectacle à voir.

Claude LEBRUN

* Au Théâtre national de Chaillot – grand théâtre – Place du Trocadéro, Paris.

L'HUMANITÉ ROUGE – Mercredi 29 novembre 1978

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Paris 13e

Les travailleurs de Pissis-Sauvadet toujours en grève !

LES travailleurs de Pissis Sauvadet, petite usine de fabrication de matériel électronique (voir *Humanité rouge* No 973), sont toujours en grève. En effet, depuis le 31 octobre, les travailleurs, en majorité des femmes, sont en grève totale pour la satisfaction de leurs revendications :

– 1) Augmentation de 9 % sur le taux horaire ;
– 2) Suppression du travail aux pièces ;
– 3) Amélioration des conditions d'hygiène à l'atelier et de sécurité sur les machines (actuellement, elles travaillent dans des conditions lamentables, dans une cave, en utilisant des produits toxiques) ;
– 4) Le respect des ouvrières, le patron s'étant permis des propos grossiers à leur égard ;
– 5) La mise en place d'une cantine pour ne pas manger au milieu des pièces ;
– 6) La reconnaissance des droits syndicaux et la mise en place d'élections de délégués du personnel. Celles-ci ont été demandées depuis le mois de mai et n'ont toujours pas eu lieu.

Lundi 20 novembre, pour la première fois, le patron a consenti à recevoir les travailleurs. Le résultat ? Il est d'accord pour augmenter le prix des pièces mais pas question d'augmenter le taux horaire. Le reste : rien. Malgré cela, les travailleurs ne se découragent pas et sont déterminés à continuer leur lutte jusqu'au bout. Pour cela, ils font appel à la solidarité de tous. Ils ont besoin de notre soutien financier (rappelons qu'ils ne gagnaient que 2 000 F par mois). Passez les voir au 51, rue Dunois, Paris 13e. Venez nombreux à leur fête de soutien qui aura lieu dimanche 3 décembre, au 28, rue Dunois.

Marseille

Coder, Griffet, Prior, la Réparation navale et maintenant les raffineries de sucre St-Louis

CENT soixante licenciements sont annoncés pour le mois de février 1979 aux raffineries de sucre St-Louis dans les quartiers nord de Marseille. C'est une des plus grosses entreprises de Marseille, 1 200 travailleurs dont 300 immigrés, qui est une fois de plus victime du plan Barre.

Au départ, il y a un contrat de pains de sucre avec l'Algérie non renouvellé par ce pays. Le patron en profite et décide de fermer l'atelier qui fabrique les pains : 185 travailleurs dehors, 185 immigrés.

Les syndicats, 80 % des travailleurs sont à la CGT, le reste à la CFDT, appellent à des débrayages d'une, deux heures qui sont rapidement de moins en moins suivis.

L'inspecteur du travail refuse les licenciements et donne des critères : indice, ancienneté, situation de famille...

La réalité est toujours la même : 160 licenciements sont annoncés dont 140 immigrés à peu près, parmi eux trois délégués syndicaux.

La tactique du patron est simple : la division.

Le racisme tout d'abord qui fait un mal terrible. Le patron trouve l'excuse du contrat avec l'Algérie et cela permet de dire : *« Ils nous coupent les vivres, ils n'ont qu'à retourner chez eux... »*

Ce qu'il ne dit pas le patron c'est que la Communauté européenne a besoin de sucre et que les bénéfices de l'Entreprise générale sucrière sont toujours aussi importants...

Les autres divisions sont créées entre productifs et non-productifs (ateliers et bureaux), vieux et jeunes... Tout est bon pour casser l'unité des travailleurs, seule capable de remporter la victoire.

Comme dans la réparation navale, l'entreprise « Les raffineries de sucre » est une boite où, grâce à des luttes, les travailleurs ont obtenu des avantages : salaires les plus bas à 3 800 F, deux mois de congé pour les immigrés...

Les 160 licenciements ne sont sûrement qu'un début. Dans quelques années la boite ne va-t-elle pas fermer ?

Sur les trois boites que la Générale sucrière possède en France (Marseille, Nantes, Bordeaux) celle de Marseille est un mauvais exemple à cause des acquis des travailleurs.

On licencie et demain on restructurera ailleurs avec des salaires plus bas pour les travailleurs et des profits plus importants pour les patrons.

Dès maintenant, l'unité est la première condition de la victoire contre le patron pour empêcher les licenciements en février.

De nouvelles actions vont être entreprises dans les semaines à venir. Les camarades du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) soutiennent et soutiendront jusqu'à la victoire les travailleurs des raffineries.

Aux dernières nouvelles, suite à une grève de deux heures suivie par 90 % des travailleurs, le patron aurait baissé le nombre des licenciés à 105 et accepté la 5e semaine de congés payés pour les travailleurs postés. Ce recul ne serait-il pas un chantage : on donne d'un côté pour mieux faire passer la pilule de l'autre.

Correspondant Marseille.

Grève à la Thomson-Sescosem de St-Egrève

LE service *« masque »* de la Thomson-Sescosem de Saint-Egrève est en grève depuis le 25 octobre 1978. Dix-huit personnes y travaillent, en majorité des femmes. Qu'est-ce que le service *« masque »* ? C'est un atelier spécial dit « salle blanche », complètement fermé et dépoussiéré ; on y travaille avec blouse, cagoule et chaussons. Le travail est minutieux, on y fabrique les masques qui serviront à la fabrication des circuits intégrés.

Cet atelier est perçu par l'ensemble des travailleurs comme un secteur privilégié de l'usine. Le travail paraît intéressant et requiert une certaine qualification. A l'origine, cet atelier ne fonctionnait qu'avec des techniciens.

Depuis, la direction, dont le souci majeur est d'employer une main-d'œuvre à bon marché, a formé des ouvrières à ce travail. Ce qui veut dire, du même coup, qu'elles sont payées comme des ouvrières pour un boulot d'agent technique.

De surcroît, les hommes qui sont dans ce même service gagnent, pour le même travail, 400 F de plus. Les femmes se battent aujourd'hui pour que l'on reconnaisse leur qualification. Elles sont à la fois victimes de la déqualification qui existe en système capitaliste et sous-payées, car leur salaire est considéré comme un salaire d'appoint.

Le transfert de l'atelier dans un autre bâtiment a déclenché cette grève. A cause de ce transfert, les ouvrières sont dans l'incertitude : garderont-elles leur qualification ? Y aura-t-il un nombre plus grand de personnes à travailler en équipe ?

Les revendications sont les suivantes : une prime de port de cagoule de 150 F par mois, augmentation de salaire de 100 F, salaire minimum à 2 803 F par mois, refonte du système de classification permettant une reconnaissance de leur qualification, refus de voir l'absentéisme institué comme un frein aux promotions personnelles. Cette grève est reconductible toutes les 24 heures.

Le patron refuse de négocier. D'autre part, l'attitude adoptée par la CGT soulève des problèmes dans la mesure où elle brise l'unité face au patron *. De fait, seule la CFDT participe à la lutte.

Les ouvrières organisent la solidarité, font des collectes dans les autres usines de la ville.

* Pour certains, dans ce syndicat, l'attitude des grévistes est qualifiée de gauchiste, cela ne facilite pas la tâche des grévistes.

Correspondant Grenoble

Les marcheurs du Larzac dans l'Allier

TROIS étapes bourbonnaises pour les agriculteurs du Larzac : Gannat, Saint-Pourçain-sur-Sioule et Moulins. A Gannat, le 20 novembre, 60 marcheurs de Vichy (20 km) et 30 Gannatois participaient à la rencontre de l'imposant cortège du Larzac fort de 400 personnes (Clermontois et Riomois avaient tenu à accompagner les Aveyronnais au cours de cette longue étape). Après leur rencontre à 5 km de Gannat, les deux cortèges réunis entraient dans la petite ville de 7 000 habitants sous les applaudissements chaleureux de la population. Après le casse-croûte et l'hébergement, un meeting très important regroupait plus de 200 personnes.

A Moulins, un meeting organisé par le Comité Larzac rassembla 700 personnes. Par contre, celui prévu par la FDSEA qui n'a rien fait pour mobiliser la population réunit 15 personnes. Déjà les paysans du Larzac n'avaient trouvé devant la préfecture et la chambre d'Agriculture que quelques élus et bonzes locaux de la FDSEA.

A l'heure actuelle, les comités Larzac de l'Allier préparent activement la participation à la manifestation du 2 décembre à Paris.

D'après une correspondance.

Le départ des marcheurs pour l'étape Gannat-Saint-Pourçain (Photo correspondant).

SOUSCRIPTION

Pour mener à bien la bataille des 100 millions

20 millions pour fin novembre
35 millions pour fin décembre

TOTAL PRÉCÉDENT :	120 897,91 F
Cellule Gautier du PCML (Nantes)	500 F
Souscription (Sarthe)	5 F
Un appelé pour la souscription (Paris)	100 F
Souscription (Rennes)	150 F
Des camarades de Limoges	350 F
Vente de noix sur un marché (Agen)	450 F
Souscription à la manif. Sonacotra (Paris)	17 F
C.P.E. Varlin (Paris)	12 F
Un abonné au bimensuel (Belgique)	11 F
Supplément à réabonnement bimensuel H.D. (Nord)	125 F
P.J. (Bretagne)	125 F
D.P. (Paris)	25 F
Supplément à réabonnement quotidien et bimensuel	
B.G. (Gironde)	75 F
V.M. (Saint-Brieuc)	30 F
L.J. (Orange)	82 F
Supplément à réabonnement bimensuel	
Q.J.D. (Isère)	12 F
T.G. (Paris)	24 F
Supplément à réabonnement quotidien	
J.P.B. (Seine-et-Marne)	170 F
M.M. (Metz)	20 F
G.G. (Saint-Brieuc)	150 F
Souscription HR G.J. (Saint-Martin d'Hyères)	150 F
Supplément à abonnement bimensuel H.B. (Rennes)	12 F
Ecole régionale Aquitaine du PCML (Bordeaux)	146 F
Soutien à notre presse. Une camarade (Rennes)	500 F
Cellule 18 mars secteur santé (Dijon)	10 F
Comité de section « Mai 68 » (vente d'affiches) (Dijon)	75 F
Souscription librairie (Paris)	100 F
NOUVEAU TOTAL AU 27 novembre 1978	136 517,21 F

BLOC-NOTES

VANNES :
*Une soirée de soutien à l'*Humanité rouge.

Avec la participation du chanteur Gweltas ar Fur. Cette soirée aura lieu le 1er décembre, à 20 h 30, à la salle du Palais des arts. Entrée 15 francs dont 1 F à Diwan.

BORDEAUX :
Le comité du Larzac informe

qu'un départ en bus est organisé pour rejoindre la marche de protestation des paysans, le 2 décembre, à Paris. Départ 5 heures, place de la Bourse. Inscription : 67, rue de la Devise. Prix entre 80 et 100 F.

PARIS
Meeting de solidarité avec la révolution et le peuple palestinien

Le 29 novembre à 20 h 30
à la Maison d'Italie – Cité universitaire – métro Cité universitaire
Ce meeting sera organisé
à l'occasion de la journée mondiale pour la Palestine
à l'ONU par le MLA et le GUPS.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

L'épopée de la Résistance yougoslave (1941-1945) (1)

Jean SCHUBERT

IL y a trente-cinq ans, dans la nuit du 29 au 30 novembre 1943, deux-cent-huit délégués, élus par les comités locaux de libération, se réunissaient à Jajce pour y tenir la seconde session du Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie (AVNOJ). Ils décidaient la transformation de l'AVNOJ en gouvernement provisoire et jetaient ainsi les bases de la Yougoslavie nouvelle.

Depuis plus de deux ans, les partisans yougoslaves, organisés sous la direction du Parti communiste, menaient une lutte dure et héroïque contre l'occupant. Deux ans plus tard, jour pour jour, l'Assemblée constituante, élue à une écrasante majorité du peuple, confirmera les décisions de Jajce et proclamera la création de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

Le 29 novembre est, depuis lors, le jour de la fête nationale yougoslave.

A cette occasion, nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'articles sur la Yougoslavie. Nous entendons rendre ainsi hommage aux efforts du peuple yougoslave pour conquérir et défendre son indépendance.

Tito et le Parti communiste de Yougoslavie

CRÉÉ dès 1919, le Parti communiste de Yougoslavie (PCY) fut aussitôt, avec ses 65 000 adhérents, une force politique importante du pays. Cependant, très rapidement, son développement et ses activités furent entravées à la fois par les coups que lui assénait la réaction et plus encore par les luttes internes qui le déchiraient. En 1929, il ne comptait plus que 3 000 membres. Pour redresser le parti, le comité exécutif de l'Internationale communiste et son secrétaire général, Dimitrov, prirent en 1936, une mesure exceptionnelle : ils destituèrent tous les membres du comité central du PCY, à l'exception de son secrétaire à l'organisation, qui fut chargé de réorganiser le PCY.

Ce dirigeant c'était Josip Broz Tito.

Revenu en Yougoslavie, Tito déploya une intense activité. Il procéda à une vigoureuse épuration, reconstitua le Parti, l'unifia sur le plan politique et impulsa le développement de son travail de masse.

En octobre 1940, la Ve conférence nationale du PCY élut Tito secrétaire général, ce qui fut confirmé par l'Internationale communiste. Le Parti comptait alors 12 000 membres, dont un certain nombre de cadres aguerris dans les Brigades internationales en Espagne.

Le Parti communiste de Yougoslavie était prêt à faire face à l'épreuve qui l'attendait.

Tito raconte le déclenchement de l'insurrection

« La décision de l'insurrection fut prise dans la maison des Ribnikar. Nous savions que les circonstances s'y prêtaient, que nous devions la déclencher et que le Parti devait en prendre la tête. Il n'y avait personne d'autre pour en assumer la direction. Nous savions que les communistes auraient à supporter la plus grande partie du fardeau du soulèvement, de l'organisation de l'insurrection et de la lutte qui allait s'engager. Personne ne resta à l'arrière. Nous n'avions pas de QG à l'abri des surprises, d'où l'on aurait pu commander en toute tranquilité. Nous devions aller sur le terrain et tout organiser sur place.

Et, de fait, notre première démarche fut d'envoyer la plupart des dirigeants sur le terrain. (...) Nous préparions l'insurrection avec le plus grand sérieux. A Belgrade, les sabotages commencèrent immédiatement. De la maison des Nenadovic, à Dedinje, je regardais si, en ville, les flammes allaient jaillir, à l'heure prévue, du garage allemand. Je ne m'étais pas trompé. Tout se passa exactement comme prévu.

Nous avions à Belgrade un détachement de partisans, un groupe de choc qui tira Rankovic de l'hôpital où il était gardé à vue. Lorsque Rankovic avait été arrêté, Cana était venue me voir. Je lui avais dit qu'il fallait le sauver à tout prix. Le détachement fit irruption dans l'hopital et sauva Rankovic et un camarade qui devait devenir par la suite le commandant du bataillon de Belgrade.

Les coups de main avaient donc commencé. La terreur ne tarda pas. Sur la place Terazije, l'occupant fit pendre des otages. Près de Sabac, non loin de Skela, il y eut des massacres en masse. La terreur qui soulevait une vague d'indignation dans la population, galvanisait les énergies : le peuple se rassemblait, se regroupait rapidement.

C'est chez les Nenadovic que je fis paraître nos premiers bulletins. Les deux ou trois premiers numéros comprenaient des communiqués sur nos coups de main. L'insurrection ayant gagné en ampleur, nous décidâmes de quitter Belgrade. Je partis pour le front de Valjevo.

Le 6 avril 1941, à l'aube, les armées allemande et italienne, épaulées par leurs satellites bulgare et hongrois, attaquent la Yougoslavie. Les forces armées des classes réactionnaires yougoslaves, gangrénées par la corruption et le défaitisme, s'écroulent rapidement, malgré l'héroïsme de nombreux soldats : le 17 avril, elle signent une capitulation sans condition. Le pays est démembré, pillé, soumis à une terreur sanglante...

Cependant, tandis que les débris des forces réactionnaires quittent le pays et vont établir à Londres une fiction de « gouvernement royal » avec sa « Majesté Pierre II », le Parti communiste, lui, se prépare à la lutte armée. Pendant la débandade de l'armée bourgeoise, il récupère des armes et les camoufle. Le 10 avril, son Comité central créé un *Comité militaire* dirigé par Tito.

LE DÉCLENCHEMENT DE L'INSURRECTION

Après deux mois de préparation est créé l'*état-major général des détachements de partisans*. Le 22 juin, le Comité central du Parti lance un appel au peuple : *« Vous qui gémissez sous le joug de l'occupant, vous qui aimez la liberté et l'indépendance et qui ne voulez pas être l'esclave du fascisme — sachez que l'heure de la lutte libératrice contre le conquérant fasciste a sonné. Apportez votre part à cette lutte pour votre liberté, sous la conduite du PCY !... Ne vous laissez pas duper par les réactionnaires au service des bandits fascistes !... Réunissez vos forces contre les oppresseurs, les envahisseurs fascistes qui ont asservi et pillé votre pays !... Prolétaires de toutes les régions de la Yougoslavie, à vos postes ! Aux premiers rangs du combat ! Serrez vos rangs autour de votre avant-garde, le Parti communiste de Yougoslavie ! Chacun à sa place ! Inébranlables et disciplinés, faites votre devoir prolétarien ! »*

Dans Belgrade occupée, une réunion clandestine du Bureau politique lance le 4 juillet un appel à l'« *insurrection générale* » — et aussitôt, les partisans déclenchent des opérations armées contre l'occupant et les kollabos, sur tout le territoire du pays. Ici, c'est un dépôt d'essence et de munitions qui explose, là une voie ferrée qui est sabotée, ailleurs, un pont qui s'écroule, ou un train transportant des officiers allemands qui saute. Fin juillet, les partisans réussissent à libérer un dirigeant communiste qui avait été arrêté par la Gestapo.

Dès septembre 1941, de vastes territoires sont libérés, notamment une zone compacte au centre du pays, autour de la ville d'*Uzice* où s'établit provisoirement l'état-major des Partisans.

Les kollabos yougoslaves sont dans leurs petits souliers, et ils envoient appel au secours sur appel au secours aux autorités allemandes qui, elles aussi, sont inquiètes : *« Nous avons essayé tous les moyens — la persuasion, l'exhortation, la menace, mais rien n'y fait. Dans ce pays, la population ignore l'autorité. Tous nos efforts pour canaliser le peuple dans un sens constructif et pour le séparer des communistes ont échoué... Les positions des partisans dans les forêts sont telles qu'il nous est impossible de les toucher au cœur... Même la nouvelle d'une capitulation de l'Union soviétique n'entrainerait pas celle de ces bandits, qui sont durs comme des démons. Leur organisation est excellente. Elle pourrait être un exemple classique de la meilleure organisation secrète. »* écrit un rapport allemand à l'automne 1941.

Fin 1941, le 22 décembre, est créée la *Première brigade prolétarienne* — la première unité régulière de *L'Armée de libération nationale*, qui compte alors 80 000 soldats face à 510 000 soldats des forces d'occupation.

Les Allemands ne reconnaissent pas les partisans comme armée régulière et ils ne font pas de prisonniers. Pour mater la population, ils lancent et appliquent le mot d'ordre *« Dix Serbes exécutés pour un Allemand de tué ! »*. Et les représailles sont atroces : à Kragujevac, en Serbie, l'occupant fusille en un jour, le 21 octobre 1941, 7 000 personnes, dont des classes entières de lycéens... La guerre est impitoyable, féroce, mais la terreur de l'occupant ne fait qu'augmenter les forces de la résistance.

Et celles-ci doivent aussi s'opposer aux forces armées d'un colonel de l'ancienne armée yougoslave, *Draza Mihailovitch*, qui prétend lutter lui aussi contre l'occupant, mais prône en réalité l'attentisme et complote secrètement avec l'ennemi. Les efforts de Tito pour le gagner à un Front uni national échouent. Mihailovitch préfère lutter contre les partisans.

Il est bientôt lâché par les Anglais et les Soviétiques qui l'avaient soutenu pour d'autres raisons. Il recevra, après la guerre, le châtiment qu'il mérite.

(à suivre).